

**RAPPORT N° 2025/3-23
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE DEUX ESPACES DESTINES A DES RESTAURANTS MOBILES (TYPE FOOD TRUCK) SUR LE PARC TECHNOR A SAINTE-CLOTILDE- AVENANT N°1 DU LOT 1 ET DU LOT 2

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Souhaitant promouvoir de nouveaux services sur son territoire, la CINOR a aménagé deux emplacements destinés à accueillir des restaurants mobiles (type food truck) sur le site de TECHNOR.

A l'issue de la consultation sous forme de procédure simplifiée visant à attribuer ces emplacements dans le cadre d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire d'une durée de 3 ans, le Bureau Communautaire en date du 12 décembre 2024 a approuvé l'attribution des emplacements pour le lot 1 à l'entreprise « entreprise Sophie MAILLOT » représentée par Madame Sophie MAILLOT et pour le lot 2 l'entreprise individuelle « SOS GOUTE » représentée par Madame Prémila VARDAPIN.

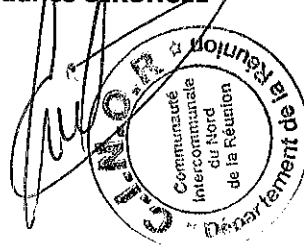
Considérant que l'installation électrique de la CINOR a été disponible que depuis le 10 avril 2025 et que les occupants n'ont pas pu bénéficier des avantages procurés par la jouissance privative du domaine public jusqu'au 9 avril 2025, il est proposé un avenant à leur contrat de concession ayant pour objet d'accorder une prorogation de la période de franchise soit de la date de notification au 9 juillet 2025 ainsi que la prorogation du délai du démarrage de l'activité de l'exploitant soit à l'issue d'un délai de 3 mois à compter du 10 avril 2025.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- autoriser le Président à signer l'avenant N°1 au contrat relatif à la concession de service du lot 1 avec l'entreprise individuelle « Entreprise Sophie MAILLOT » représentée par Madame Sophie MAILLOT et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre, sous réserve de fournir les autorisations réglementaires nécessaires.
- autoriser le Président à signer l'avenant N°1 du contrat relatif à la concession de service du lot 2 avec l'entreprise individuelle « SOS GOUTE » représentée par Madame Prémila VARDAPIN et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/3-23
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE DEUX ESPACES DESTINES A DES RESTAURANTS MOBILES (TYPE FOOD TRUCK) SUR LE PARC TECHNOR A SAINTE-CLOTILDE- AVENANT N°1 DU LOT 1 ET DU LOT 2

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-23 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-23-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à signer l'avenant N°1 au contrat relatif à la concession de service du lot 1 avec l'entreprise individuelle « Entreprise Sophie MAILLOT » représentée par Madame Sophie MAILLOT et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre, sous réserve de fournir les autorisations réglementaires nécessaires.

ARTICLE 2

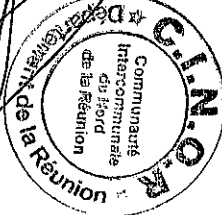

D'autoriser le Président à signer l'avenant N°1 du contrat relatif à la concession de service du lot 2 avec l'entreprise individuelle « SOS GOUTE » représentée par Madame Prémila VARDAPIN et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-23-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--